

Présidentielle (France) : Le supplice et les conditions de la résurrection

lundi 25 avril 2022, par [CONFAVREUX Joseph](#) (Date de rédaction antérieure : 24 avril 2022).

Cette campagne électorale a été un chemin de croix et il est donc logique qu'elle se termine en supplice. Si celui-ci demeure préférable à la catastrophe, c'est parce qu'il laisse entrevoir l'espoir, difficile, d'une résurrection.

Sommaire

- [Le pari mélancolique](#)
- [Ni prophétie ni résignation](#)
- [Contre les élections, tout \(...\)](#)

Autant le premier tour laissait, à celles et ceux qui se reconnaissent toujours dans ce qu'on peut encore appeler la gauche, [un sentiment de rage](#), autant ce second tour ressemble davantage à ce qu'on sait du supplice : durée, douleur et asphyxie.

Le chemin de croix qui nous a menés là où nous en sommes compte sans doute plus d'étapes que les 14 stations référencées par la tradition chrétienne : de la division initiale des gauches à la candidature d'un chroniqueur fascistoïde de CNews ; de la non-campagne d'un président porté par « l'effet drapeau » à la stratégie de normalisation réussie de Marine Le Pen ; des illusions de la « Primaire populaire » aux campagnes affligeantes de Yannick Jadot et Anne Hidalgo ; de la stratégie solitaire de Jean-Luc Mélenchon à la tactique incendiaire d'Emmanuel Macron ; du bifteck de Fabien Roussel au doigt d'honneur d'Éric Zemmour, du crash de Péresse en plein Zénith au show années 1980 du président-candidat à La Défense ; de l'absence de débats d'avant le premier tour à un débat d'entre-deux-tours consternant ; des thématiques négligées aux obsessions ressassées... Chacun-e d'entre nous a sans doute aujourd'hui en tête un moment marquant comme une étape vers le calvaire.

Le supplice, lui, est protéiforme. Il est d'abord constitué par le poids des suffrages qui se sont portés sur Marine Le Pen : près de 42 %. Bien que le débat d'entre-deux-tours ait montré qu'elle ne pouvait prendre le dessus sur un candidat de droite, non seulement en raison de ses limites personnelles, mais parce qu'elle défendait toujours un programme de droite en matière économique et d'extrême droite en matière sociale, et qu'il lui était ainsi, par exemple, structurellement impossible de défendre à la fois les « gilets jaunes » et la police, le Front national ripoliné en Rassemblement national à 42 % des voix, c'est juste glaçant.

Y compris en imaginant qu'il serait possible de faire la part, voire de retrancher, ce qui témoigne ici d'un vote de colère contre le président sortant et un système politique à bout de souffle, de ce qui relève d'une adhésion pleine et entière au programme lepéniste.

Le constat est encore plus sidérant si l'on déplace le regard outre-mer : Marine Le Pen entre 60 et

70 % des suffrages exprimés, dans des territoires hantés plus encore que l'Hexagone par les questions raciales et postcoloniales, c'est proprement inimaginable.

Le supplice a ensuite été le timbre de voix d'Emmanuel Macron, qu'il faudra encore entendre cinq ans, surtout pour celles et ceux qui ont, pour contrer Le Pen, glissé un bulletin à son nom dans l'urne aujourd'hui. On connaît son bilan. On se souvient du reniement de sa promesse effectuée au soir du second tour de l'élection de 2017 de ne pas considérer les suffrages s'étant portés sur son nom comme un « *blanc-seing* ». On ne voit plus pour quelles raisons il serait encore possible de croire à une parole aussi logorrhéique que démonétisée, et son discours de ce soir n'y a pas échappé.

En la matière, les symboles en disent d'ailleurs sans doute davantage que les paroles. Force est alors de constater qu'Emmanuel Macron est passé, de 2017 à 2022, du Louvre au Champ-de-Mars, c'est-à-dire d'un ancien palais de la royauté confisqué à la Révolution pour donner à voir les chefs-d'œuvre de la Nation au peuple, à un lieu qui, même s'il accueillit deux importants moments révolutionnaires - la fête de la Fédération le 14 juillet 1790 et la fête de l'Être suprême en 1794 - demeure un ancien terrain de manœuvre militaire, surtout connu pour la « fusillade du Champ-de-Mars », décrétée en 1791 à l'égard du peuple révolutionnaire assemblé là par les autorités parisiennes, ou, deux siècles plus tard, le « concert de la fraternité » organisé sous l'égide de Nicolas Sarkozy le 14 Juillet suivant son élection de 2007, avec Michel Polnareff en tête d'affiche. Voire, plus trivialement, mais tout aussi significativement, comme le lieu de promenade préféré de la très haute bourgeoisie et de ses nounous.

Le supplice prend, enfin, la forme de l'abstention : plus de 26 % au premier tour de l'élection déterminante de la politique française, et encore quelques points de plus au second, alors qu'il s'agissait d'empêcher une candidate d'extrême droite d'accéder à l'Élysée. Il faudra attendre les remontées fines pour connaître les paramètres de cette abstention, mais il est d'ores et déjà évident que sa structuration sera lourde de déterminants sociaux, géographiques, économiques et générationnels.

Il faut alors bien faire le constat que nous n'habitons plus dans de véritables démocraties représentatives, mais de nouvelles formes de démocraties censitaires, ou ce n'est certes plus l'impôt qui conditionne le droit de vote, mais le « *cens caché* » qui conditionne le recours aux urnes, pour reprendre une expression du politiste Daniel Gaxie dans un livre datant - déjà -- de 1978 et centré sur les inégalités culturelles, alors qu'elles se combinent sans doute dans le rejet du jeu électoral.

Le pari mélancolique

À l'heure du supplice, peut-on conserver quelques raisons d'espérer des formes de résurrection, surtout quand on ne croit ni au spirituel ni au surnaturel ? On aimerait pouvoir convoquer de nouveau les mots du philosophe trotskiste Daniel Bensaid, rappelant dans *Le Pari mélancolique* que « *les lendemains, chantants ou non, ne sont pas prévisibles avec exactitude* » et que « *renoncer aux prédictions hasardeuses n'annule pas l'impératif de changer l'ordre existant. Là où persiste le conflit, demeurent aussi le choix, la décision, le risque raisonné entre plusieurs issues, et l'obligation inéluctable d'agir* ».

On aimerait pouvoir, [avec l'historien Enzo Traverso](#), juger que le sentiment de défaite et la mélancolie qui nous étreignent aujourd'hui peuvent constituer non pas des prisons, mais des points d'appui pour préparer le futur, dans la mesure où « *la tristesse et le deuil, le sentiment écrasant de l'échec, des amis et des camarades perdus, des occasions ratées, des acquis détruits, du bonheur volé ont accompagné l'histoire du socialisme, depuis ses débuts, comme la doublure dialectique de*

l'extase révolutionnaire où tout devient possible, lorsqu'on éprouve le plaisir d'agir ensemble et de s'épanouir dans l'action collective ».

Mais ces mots-là résonnent aujourd'hui sans doute davantage sur le registre de la consolation que de la résurrection, tant demeurent opaques les formes que celle-ci pourrait prendre, tant cette désastreuse séquence électorale nous oblige à redéfinir l'ensemble de notre condition politique, oscillant entre les tourments de l'intimité et les difficultés du collectif.

Bien sûr, beaucoup se projettent déjà dans un « troisième tour » composé par les élections législatives de juin, et quelques autres dans un « troisième tour *bis* » ou un « quatrième tour » qui se jouerait non dans les urnes, mais dans la rue.

Certes, le soulèvement des gilets jaunes demeure un exemple récent d'irruption du réel capable de déjouer en quelques semaines 20 années d'analyses de sciences politiques. Comme le rappelait récemment, [dans ces colonnes](#), Erik Neveu, professeur à Sciences Po-Rennes, « *même quand on passe une partie de son temps à analyser les mouvements sociaux, on est pris à contre-pied par ce qui se produit et on se demande pourquoi certaines choses ne se produisent pas* ». Ou, pour reprendre les mots de l'historienne Danielle Tartakowsky, « *on analyse toujours après coup la façon dont naissent les révolutions et les explosions sociales* ».

Il serait donc absurde de déduire de la faiblesse historique des syndicats français ou de l'atonie des mobilisations sociales des derniers mois l'impossibilité d'une révolte. Mais on ne peut pas non plus faire comme si celle des gilets jaunes, pourtant inédite par son ampleur et sa nature, n'avait pas été brisée, de trois manières différentes : une répression politique et policière hors norme à l'échelle de ce qu'était le maintien de l'ordre en France depuis des décennies ; un « grand débat » que le président voudrait désormais « *permanent* » en forme de monologue plus que de dialogue et constituant au mieux une redistribution de la parole sans redistribution du pouvoir, [ainsi que l'a analysé le politiste Laurent Jeanpierre](#) ; et une division du mouvement lui-même sur la question de trouver ou non une traduction électorale à sa contestation du pouvoir en place.

Si l'on a du mal à projeter un espoir politique dans la rue, les urnes des législatives n'ont pas non plus tout pour ouvrir un horizon. Mélenchon a justement synthétisé les choses en jugeant qu'on ne pouvait pas permettre à Le Pen de prendre le pays ni laisser le pouvoir à Macron. La première étape est passée. La seconde reste plus que jamais en suspens.

Certes, les gauches donnent aujourd'hui quelques timides signes qu'elles seraient désormais conciliables [et réconciliables](#). Mais le rapport de force leur demeure très défavorable. Et « l'hégémonie » de LFI un signe certes important que la gauche ne continuera d'exister qu'en proposant une rupture forte avec l'existant, mais aussi possiblement une impasse, tant elle semble se déployer aujourd'hui sur un champ de ruines.

En dépit de termes désormais prudents en provenance des écologistes, des socialistes ou des communistes, qui ont quelques raisons de se faire petits, et de quelques signes de magnanimité du côté des Insoumis – ainsi que de la reconnaissance fort tardive que les programmes contiennent plus de convergences que de divergences –, on voit encore mal ce qui peut désormais se « reconstruire » après une défaite qui demeure collective.

Même si Mélenchon a mené une excellente campagne et accru son score de plus de 700 000 votantes et votants entre 2017 et 2022, cela constitue certes une prouesse, mais elle demeure relative après cinq ans de casse sociale et de colère politique sous le premier quinquennat Macron.

Il faudra, en premier lieu et en tout cas, clarifier les choses sur le sujet qui va dominer les prochains

temps, à savoir la guerre en Ukraine, maintenant que cette élection déprimante est terminée. Pourra-t-on alors mettre sous le tapis les déclarations indignes d'Anne Hidalgo et Yannick Jadot accusant le leader de La France insoumise de complicité avec Poutine ? Et le leader insoumis compte-t-il, de son côté, après avoir réitéré, dimanche soir, sa demande faite aux Français·es de l'élire « *premier ministre* », éclaircir ce qu'il ferait alors en matière de livraisons d'armes à la résistance ukrainienne ? Ou bien la prétendue diplomatie non alignée des Insoumis continuera-t-elle de se laver les mains du fait que l'Ukraine aurait été encore plus écrasée et l'Europe plus menacée qu'aujourd'hui sans les livraisons d'armes occidentales ?

Ni prophétie ni résignation

Si l'on ne veut ni jouer au prophète, ni se complaire dans une pose doloriste en contemplant ses stigmates, il est bien évidemment nécessaire d'imaginer et favoriser des élections de juin qui n'obéiraient pas à la logique légitimiste de la V^e République, qui n'a jamais vu un scrutin législatif suivant tout juste un vote présidentiel ne pas donner de majorité au locataire de l'Élysée. Et d'être conscient que l'espoir d'une dynamique qui rompe avec notre ère mortifère ne se jouera pas seulement dans les isolements, mais bien dans les mobilisations de la société elle-même, qu'elles prennent la forme de manifestations, d'auto-organisations ou de soulèvements. Mais il faut sans doute aussi se projeter aussi un peu plus loin ou un peu ailleurs.

Avec un écart réduit à 18 points entre Macron et Le Pen, alors qu'il était de 28 en 2017, et les mêmes causes produisant les mêmes effets, il n'y a guère de raison que la prochaine fois ne soit pas la bonne pour l'extrême droite. Surtout si elle sait prendre en compte le fait que la France est quasiment prête pour un pouvoir autoritaire à la Orbán, mais pas non plus pour un retour à Vichy. Et surtout dans l'hypothèse qu'un·e candidat·e de son camp, plus habile, stratégique ou charismatique ne parvienne à détrôner la dynastie Le Pen, qui a montré ses limites en matière de conquête du pouvoir.

Et il n'existe guère de raisons non plus que le « libéralisme autoritaire » incarné par Emmanuel Macron et dans lequel nous sommes de plus en plus immergés [ne continue](#) de briser les classes populaires, diviser la société, déstructurer les solidarités, creuser les inégalités et radicaliser les colères et ne fasse office de passage plus que de barrage envers l'extrême droite.

On ne voit pas ce qu'on pourrait attendre d'un président qui a catalysé la verticale du pouvoir propre à la V^e République et qui, lors de son discours inaugural du 7 mai 2017, avait promis de ne pas considérer les suffrages s'étant portés sur son nom au second tour comme un « *blanc-seing* », mais considérerait encore récemment qu'il n'y avait pas eu, alors, de front républicain, sans compter toutes les fois où il a promis de se « *réinventer* » sans rien changer.

Il faut néanmoins se souvenir à cet instant que ce régime politique dans lequel nous sommes de plus en plus immergés, qu'on le nomme « néolibéralisme » ou « libéralisme autoritaire », n'a pas gagné ses batailles en se déployant comme une idéologie totalisante et sur un front homogène.

Le philosophe Grégoire Chamayou, [qui en a fait la genèse](#), a montré que celui-ci s'était forgé comme une réponse aux aspirations démocratiques des sociétés et aux mobilisations des années 1960, comme le rappelle le fameux texte publié en 1975 par la [Commission trilatérale](#), intitulé *La Crise de la démocratie. Rapport sur la gouvernabilité des démocraties*, dont Samuel Huntington fut un des principaux auteurs, avec le Français Michel Crozier, et qui expliquait cette « crise » par l'intensité de la vie démocratique et les revendications sociales et sociétales qui menaçaient non seulement de rendre les États « *ingouvernables* », mais aussi d'attenter aux principes de la libre entreprise et aux profits du capitalisme.

Cependant, précise Chamayou, « on a souvent tendance à réduire la grande réaction, celle qui s'est préparée dans les années 1970 avant de se déployer plus concrètement dans les années 1980, à sa composante économique néolibérale. C'est une erreur. Intellectuellement, le mouvement est beaucoup plus composite. On contre-attaque en ordre dispersé, chacun s'efforçant de colmater les brèches sur son terrain, sans coordination centrale ni unité doctrinaire ».

Qu'il s'agisse de « faire étalage de sa bonne volonté éthique afin d'éviter la contrainte juridique », de renverser la théorie de la valeur pour externaliser les coûts environnementaux et sociaux des pollutions industrielles ou de « promouvoir des formes d'engagement domestiquées, susceptibles de satisfaire le désir d'agir qui se faisait jour tout en le réorientant dans une direction non antagonique, compatible avec les intérêts des industriels plutôt qu'en conflit avec eux » en développant un discours de responsabilisation individuelle.

Maintenant que ce « libéralisme autoritaire » s'est imposé, sans doute faut-il s'inspirer de cette manière de faire feu de tout bois et de bâtir des fronts composites pour espérer le contrer. On pourrait alors aussi bien miser sur les solidarités qui résistent au désengagement social et au tournant répressif de l'État, sur les expérimentations qui rompent dès aujourd'hui avec nos modes d'existence en matière d'écologie, même si elles peinent à faire système, sur les mobilisations traditionnelles des structures syndicales ou associatives même affaiblies ou sur le travail d'un nombre maximum de députés d'opposition si le président devait de nouveau obtenir une majorité aux prochaines législatives.

Voire imaginer qu'il soit possible de faire bouger Macron sur la question structurante de l'urgence climatique, non pas parce que [son bilan ne serait pas déplorable](#) ou qu'on croirait à [sa prétendue « mue écologique »](#), mais en se fondant sur deux traits caractéristiques de sa personnalité : une arrogance telle qu'elle lui fait penser qu'il pourrait à lui seul « *make our planet great again* » et un certain sens de l'Histoire qui pourrait lui donner envie de ne pas rester dans les manuels du futur comme le simple porte-serviette d'une oligarchie industrielle et financière ayant mené le monde à sa perte.

Contre les élections, tout contre

Mais tous ces espoirs, petits ou grands, ne pourront se concrétiser sans parvenir à déverrouiller un processus électoral prenant trop souvent la forme d'une course à l'abîme. Tout a été dit du système particulièrement mortifère de la V^e République, surtout depuis que les législatives succèdent immédiatement à la présidentielle.

De façon provocante, mais convaincante, le chercheur belge David Van Reybrouck avait publié il y a quelques années [un livre intitulé *Contre les élections*](#), où il jugeait que le vote non seulement n'était pas suffisant à la démocratie, mais peut-être pas nécessaire non plus, tant il en venait à polariser les sociétés, et où il prônait plutôt différentes formes de participation et de tirages au sort.

Comment sortir de cet étau qui nous rappelle à intervalles réguliers que les élections sont trop souvent un rituel démonétisé, voire un piège présidentiel, mais aussi que, pour le dire [comme le politiste Jan-Werner Müller récemment](#), que « *si dans une démocratie les résultats politiques sont incertains, le processus, lui, reste fiable. Cela ne signifie pas que l'on ne peut pas le modifier, bien sûr, mais c'est une différence fondamentale avec les autocraties, où les résultats sont toujours assez prévisibles* ».

Les réformes institutionnelles – au premier rang desquelles l'introduction d'une plus grande proportionnalité à l'Assemblée nationale –, qui permettraient d'éviter l'écrasement de la politique

française par le suffrage présidentiel, sont sur la table et s'avèrent aussi urgentes que nécessaires : modification du calendrier électoral, combinaison de procédures électorales et de structures participatives tirées au sort ; pondération des votes permettant de ne pas donner toute sa voix à tel ou tel mais de répartir ses suffrages, tirage au sort, droit de vote des étrangers aux élections locales...

Mais, si elles sont prioritaires, elles ne suffiront pas à conjurer ce fait vertigineux que les démocraties représentatives dans lesquelles nous avons grandi se trouvent aujourd'hui face au [dilemme de leur métamorphose ou de leur disparition](#). La résolution de cette alternative ne se résume pas à une équation institutionnelle. Pour décrire la fin somnambulique de l'Empire austro-hongrois, l'écrivain Hermann Broch avait forgé la notion d'« *apocalypse joyeuse* » : une formule qui pèse plus que jamais au-dessus de nos têtes et de nos démocraties.

Mais qui n'a pas de raison, pour autant, de pousser au défaitisme ou à la résignation. Dans ce qui constitue probablement [l'essai le plus stimulant de l'année écoulée](#) (*Au commencement était... Une nouvelle histoire de l'humanité*, Les liens qui libèrent, 2021), l'anthropologue David Graeber et l'archéologue David Wengrow explorent les mutations infinies, depuis la préhistoire, des formes d'organisation sociale et des aspirations démocratiques et égalitaires, pour aboutir à un récit nettement plus chaotique, moins cadencé ou téléologique que celui qui s'est imposé jusqu'à nous.

Ils y rappellent que : « *Si, comme beaucoup le pensent aujourd'hui, l'avenir de notre espèce dépend de notre aptitude à inventer autre chose - par exemple un système où être riche ne donnerait pas automatiquement le pouvoir et où personne ne s'entendrait dire que ses besoins ou son existence même ne valent rien* », il est possible de « *sortir d'un carcan conceptuel si étroit que nous ne parvenons plus à concevoir la possibilité même de nous réinventer* ».

Joseph Confavreux

P.-S.

- MEDIAPART. 24 avril 2022 à 23h00 :
<https://www.mediapart.fr/journal/france/240422/le-supplice-et-les-conditions-de-la-resurrection>

Les articles de Joseph Confavreux sur Mediapart :
<https://www.mediapart.fr/biographie/joseph-confavreux>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>